

## TABLE DES MATIERES

-----

	Pages
<b>PREMIERE PARTIE : LOI DE FINANCES</b>	
1. DISPOSITIONS DE NATURE GÉNÉRALE .....	3
2. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES .....	3
3. DISPOSITIONS DIVERSES .....	11
4. DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES....	11
<b>DEUXIEME PARTIE : TABLEAUX RECAPITULATIFS</b>	
-- RESSOURCES BUDGÉTAIRES .....	15
-- DÉPENSES BUDGÉTAIRES.....	19
-- DÉPENSES PAR TITRE BUDGÉTAIRE.....	21
-- CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES.....	85
-- CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DÉPENSES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ	92

## Table des matières des titres du Budget 2012

n° Titre	TITRE	PAGE
01	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	21
02	MINISTÈRE SECRÉTARIAT GENERAL DE LA PRÉSIDENTE	21
03	PREMIER MINISTÈRE	22
04	SENAT	23
05	ASSEMBLEE NATIONALE	23
06	HAUT CONSEIL ISLAMIQUE	23
07	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	23
08	COUR DES COMPTES	23
09	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	23
10	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	25
11	MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPÉRATION	26
12	MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	30
14	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	31
16	MINISTÈRE DES FINANCES	36
17	MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU DÉVELOPPEMENT	38
18	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME	40
19	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DE L'ÉCONOMIE MARITIME	42
21	MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS	43
22	MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL	45
25	MINISTÈRE D'ÉTAT A L'ÉDUCATION NATIONALE, A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	48
32	COUR SUPRÊME	59
33	MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE	59
34	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	59
36	CONSEIL DU PRIX CHINGUITTI	59
37	MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	59
39	MINISTÈRE DES AFFAIRES ISLAMIQUES ET DE L'ENSEIGNEMENT ORIGINEL	63
47	HAUTE AUTORITÉ POUR LA PRESSE ET L'AUDIOVISUEL	64
53	MINISTÈRE DE LA SANTÉ	64
64	MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	70
72	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	71
73	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION	71
75	MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	74
76	MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	76
77	MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE	77
78	MINISTÈRE DELEGUE AUPRÈS DU PREMIER MINISTÈRE CHARGÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	79
80	COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME, A L'ACTION HUMANITAIRE ET AUX RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE	81
82	MINISTÈRE DE DU PÉTROLE, L'ÉNERGIE ET DES MINES	81
95	AUTORITÉ DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS	83
96	PROGRAMME D'INTERVENTION ET D'ESPOIR	83
99	DEPENSES COMMUNES, CHARGES DE LA DETTE, COMPTES SPÉCIAUX, PRETS, AVANCES ET PARTICIPATIONS	83

**Loi n° -----portant loi de finances  
initiale pour l'année 2012**

**L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit,**

**PREMIERE PARTIE**

**1. DISPOSITION DE NATURE GENERALE**

**Article premier :** le budget de l'Etat de l'année 2012 sera exécuté conformément aux dispositions de la présente loi de finances, des lois de finances et ordonnances antérieures, en tout ce qui n'a pas été modifié ou abrogé.

**2. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**Article 2 :** la perception des impôts, taxes, contributions, redevances, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2012, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

**Article 3 :** le régime fiscal est modifié dans les conditions énoncées dans les articles 3.1. et 3.2.

--- article 3.1.— Les articles de l'ordonnance 82.060 du 24 Mai 1982, portant Code Général des Impôts telle que modifiée à ce jour, sont modifiés, complétés ou abrogés ainsi qu'il suit :

▣ **L'article 10 est modifié ainsi qu'il suit :**

**7.** Les intérêts servis aux associés à raison des sommes versées par eux dans la caisse sociale, en sus de leur part du capital, quelle que soit la forme **juridique** de la société, dans la limite de ceux calculés au taux **directeur** de la Banque Centrale de Mauritanie, majorés de deux points, **ainsi que les rémunérations versées en Mauritanie au titre d'emprunt contractés entre société mère et filiales.**

**8.** Les dons, subventions et libéralités dans la limite de **3 %** du bénéfice imposable.

## **9. Les frais de siège dans une limite de 2% du chiffre d'affaire réalisé en Mauritanie.**

### **□ L'article 12 est modifié ainsi qu'il suit :**

- **alinéa 1-** « En ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, les rémunérations allouées aux associés gérants majoritaires et portées dans les frais et charges sont admises en déduction du bénéfice de la société pour l'établissement de l'impôt, à condition que ces rémunérations correspondent à un travail effectif et soient soumises au nom de ces derniers à l'impôt **sur les traitements et salaires** ».

### **□ L'article 22 est modifié ainsi qu'il suit :**

- **alinéa 2** – « A défaut d'éléments précis pour opérer les redressements prévus à l'alinéa précédent **les prix d'achat ou de vente entre la société mère et ses filiales sont déterminés par comparaison avec ceux pratiqués en Mauritanie par les entreprises similaires.**

Le reste sans changement ».

### **□ L'article 66 est modifié ainsi qu'il suit:**

**3. « Les rémunérations payées au titre d'une fraction d'un mois sont imposables par application du prorata temporis.**

Le reste sans changement ».

**□ Article 69 Ter. (nouveau) – « Pour les traitements et salaires versés au personnel employé occasionnellement ou dans le cadre d'une sous-traitance et/ou une sous-location, l'employeur principal et son sous-traitant sont solidairement responsable du versement de l'impôt.**

**La déclaration, sauf dérogation accordée par le Directeur Général des Impôts, est effectuée par l'employeur principal et pour cela tout contrat doit spécifier distinctement le montant correspondant à la rémunération du travail et du service.**

Le reste sans changement ».

### **□ L'article 177 B devient 177 B NOUVEAU**

### **□ L'article 204 est abrogé.**

- **Article 204. (nouveau) – « Le fait générateur de la taxe sur les opérations financières et son exigibilité sont constituées par la prestation du service, à l'exception de la Taxe due sur les intérêts où l'exigibilité est à l'encaissement effectif des intérêts concernés en produits ».**

### **□ Article 249 quarter :**

«Il est institué une taxe, dite taxe de pollution sur les emballages en plastiques et leurs intrants, au taux de 30% de la valeur CAF.

Cette taxe est liquidée au moment de l'importation par les services des douanes, dans les mêmes conditions que les droits et taxes de douanes ».

**□ L'article 367 est modifié ainsi qu'il suit :**

- **alinéa 1** - « La taxe de délivrance, de prorogation ou de renouvellement de passeport est fixée à **30.000 UM**, y compris les frais de papier et tous frais d'expédition, **pour le passeport standard et 100 000 UM pour le passeport grand format (64 pages)**.

Le reste sans changement ».

**□ ART 368. Nouveau est abrogé.**

- **ART 368. (nouveau) Bis** – « le montant des droits à percevoir à l'occasion de la délivrance des visas des titres de voyages prévus par la réglementation sur l'immigration est fixé selon le tarif suivant :

Zone géographique	Visa de transit (avec ou sans arrêt)	Visa court séjour (jusqu'à 3 mois)	Visa long séjour (de 3 mois à 1an)
Monde Arabe et Afrique	10 000 UM	<b>20 000 UM</b>	<b>30 000 UM</b>
Visa pour autres pays	15 000 UM	<b>30 000 UM</b>	<b>40 000 UM</b>

**Le visa pour passeport de service et passeport diplomatique est gratuit ».**

**□ L'article 370 est abrogé.**

- **ART 370. (nouveau)** – « La taxe de délivrance et de renouvellement de la carte de résident instituée par la réglementation sur l'immigration est fixée à : **30 000 UM**.

Le reste sans changement ».

**□ L'article 371 est modifié ainsi qu'il suit :**

- **alinéa 1**– « La délivrance de la carte nationale d'identité, son renouvellement, la délivrance d'un duplicata sont subordonnés au paiement préalable d'une taxe de **1 000 UM**.

Le reste sans changement ».

**□ L'article 373 est abrogé.**

- **Article 373. (nouveau)** - la délivrance des récépissés des déclarations de mise en circulation des véhicules à moteur (cartes grises) donne lieu au paiement d'une taxe, conformément au barème qui suit :

Nature du véhicule	tarif
<b>1/ nouvelle CIV pour véhicule de moins de 5 places à l'exception de tout terrain</b>	<b>15 000 UM</b>
<b>2/ Mutation (changement de propriétaire) d'un véhicule de moins de 5 places à l'exception de tout terrain</b>	<b>15 000 UM</b>
<b>3/ Mutation (changement de propriétaire) déclarée trois mois après pour véhicule de moins de 5 places à l'exception de tout terrain</b>	<b>25.000 UM</b>
<b>4/ Nouvelle CIV pour véhicule de 5 à 9 places</b>	<b>25 000 UM</b>
<b>5/mutation (changement de propriétaire) pour véhicule de 5 à 9 places</b>	<b>25 000 UM</b>
<b>6/ Mutation (changement de propriétaire) déclarée trois mois après pour véhicule de 5 à 9 places</b>	<b>45 000 UM</b>
<b>7/ Nouvelle CIV pour véhicule de plus de 9 places A l'exception du véhicule tout terrain</b>	<b>35 000 UM</b>
<b>8/Mutation (changement de propriété) d'un véhicule de plus de 9 places à l'exception du véhicule tout terrain</b>	<b>35 000 UM</b>
<b>9/ mutation (changement de propriétaire) déclarée trois mois après d'un véhicule de plus de 9 places à l'exception d'un véhicule tout terrain</b>	<b>55 000 UM</b>
<b>10/ Nouvelle CIV pour véhicule tout terrain (4WD) quelque soit le nombre de place</b>	<b>45 000 UM</b>
<b>11/ Mutation (changement de propriétaire) pour véhicule tout terrain quelque soit le nombre de place</b>	<b>45 000 UM</b>
<b>12/ Mutation (changement de propriétaire) déclarée trois mois pour véhicule tout terrain quelque soit le nombre de place</b>	<b>65 000 UM</b>
<b>13/ Nouvelle CIV pour véhicule utilitaire d'une charge utile inférieur ou égale à huit tonnes</b>	<b>55 000 UM</b>
<b>14/ Mutation (changement de propriétaire) pour véhicule utilitaire d'une charge utile inférieure ou égale à huit tonnes</b>	<b>55 000 UM</b>
<b>15/ Mutation (changement de propriétaire) déclarée trois mois après pour véhicule utilitaire d'une charge utile inférieure ou égale à huit tonnes</b>	<b>75 000 UM</b>
<b>16/ Nouvelle CIV pour véhicule utilitaire d'une charge utile allant de huit à douze tonnes</b>	<b>65 000 UM</b>
<b>17/ Mutation (changement de propriétaire) pour véhicule utilitaire d'une charge utile allant de huit à douze tonnes</b>	<b>65 000 UM</b>
<b>18/ Mutation (changement de propriétaire) déclarée trois mois après pour véhicule utilitaire d'une charge utile allant de huit douze tonnes</b>	<b>85 000 UM</b>
<b>19/ Nouvelle CIV pour véhicule utilitaire d'une charge utile supérieur à douze tonnes</b>	<b>75 000 UM</b>
<b>20/ Mutation (changement de propriétaire) pour véhicule utilitaire d'une charge utile supérieure à douze tonnes</b>	<b>75 000 UM</b>
<b>21/ Mutation (changement de propriétaire) déclarée trois mois après pour véhicule utilitaire d'une charge utile supérieure à douze tonnes</b>	<b>95 000 UM</b>

❑ **L'article 375 est abrogé.**

- **ART 375. (Nouveau)** - 1. « Les droits perçus à l'occasion de la délivrance des permis de conduire sont fixés selon le tarif suivant :

- \* Permis de la catégorie **A**, ou **F** : **8 000 UM**
- \* permis de la catégorie **B** : **15 000 UM**
- \* Permis de la catégorie **C** : **20.000 UM**
- \* Permis de la catégorie **D** et **E** : **20 000 UM**

**Les droits perçus à l'occasion de renouvellement des permis de conduire sont fixés à 5 000 UM pour les différentes catégories ».**

**CHAPITRE VI : Autres actes d'état civil**

❑ **Article 376 bis.** « La délivrance d'un acte d'état civil (tel qu'acte de naissance, acte de mariage, acte de divorce ou acte de décès) donne lieu au paiement d'une taxe directe conformément au barème ci-après :

Nature de l'acte	Tarif de la taxe
<b>Acte de naissance</b>	<b>200 UM</b>
<b>Acte de mariage</b>	<b>500 UM</b>
<b>Acte de divorce</b>	<b>500 UM</b>
<b>Acte de décès</b>	<b>500 UM</b>
<b>Extrait d'acte d'état civil</b>	<b>200 UM</b>

❑ **Article 508 Bis :** « Le Directeur Général des Impôts peut suspendre l'obligation des précomptes instituée aux articles 499 et 508 du présent Code si le redevable s'avère défaillant en matière de reversement des retenues dans les délais réglementaire ».

❑ **L'article 562 est ainsi modifié :**

- **ART 562.** – « Le Ministre des Finances, ou le **Directeur Général des impôts**, statue sur les réclamations dans le délai de six mois suivant la date de leur présentation.

**Le pouvoir de statuer sur les demandes de dégrèvement d'impôts et taxes perçus pour le compte du budget de l'Etat, en vertu du présent code est dévolu au Directeur Général des impôts lorsque le montant des droits n'excède pas 5 000 000 UM par article.**

**Le pouvoir de statuer sur les demandes de dégrèvement d'impôts et taxes perçus pour le compte des collectivités locales est du ressort du Maire lorsque le montant des droits n'excède pas 500 000 UM. Si le montant est supérieur à 500 000 UM et inférieur à 5000 000 UM, le pouvoir de statuer sur le dit dégrèvement est dévolu au Directeur Général des impôts. Si le montant est supérieur à 5000 000 UM, il devient de la compétence du Ministre des Finances.**

Le reste sans changement ».

**CHAPITRE VI BIS  
COMMISSION PARITAIRE  
SECTION 1 DE LA COMMISSION PARITAIRE**

**□ Article 562 Bis :**

**« Il est créé une commission paritaire sous l'autorité du Ministre des Finances ou de son délégué à cet effet, pour statuer sur les litiges en matière fiscale provenant de la mise en recouvrement des droits constatés suite à une intervention dans le cadre d'un contrôle ponctuel ou d'une vérification générale ».**

**□ Article 562 Ter :**

**« La composition et le fonctionnement de la commission sont fixés par arrêté du Ministre des Finances ».**

**□ Article 562 Quater :**

**« Les droits objets du recours sont maintenus ou modifiés en fonction de la décision de la commission ».**

**SECTION II :**

**Du Recours devant la commission**

**□ Article 562 quinquies :**

**« La commission est saisie par demande adressée à son Président ou en cas d'empêchement, au Directeur Général des Impôts dans les 3 jours ouvrables à compter de la réception des Avis de Mise en Recouvrement (AMR) sanctionnant les droits rappelés objet du litige ».**

**□ Article 562 sixies :**

**« La commission est compétente pour statuer sur les litiges nés d'un rappel des droits supérieur ou égal à 30% du chiffre d'affaire de l'exercice objet du contrôle ponctuel ou de la somme des pourcentages de 30% des Chiffres d'Affaires des exercices contrôlés dans le cadre d'une vérification générale ».**

**□ Article 562 septies :**

**« La commission se prononce dans un délai n'excédant pas 5 jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande sur la recevabilité du recours.**

**Passé ce délai, et à défaut de rejet expressément notifié au requérant, la saisine est considérée comme recevable par la commission paritaire ».**

❑ **Articles 562 octies :**

**Le recours recevable entraîne la suspension des poursuites pour un délai n'excédant pas 45 jours à compter de la date d'acceptation du recours par le Président de la commission.**

**Au delà de ce délai la commission est dessaisie et les services de l'administration fiscale procéderont à la mise en recouvrement des droits.**

❑ **Article 562 Noniés :**

**« Les droits soumis à l'arbitrage de la commission paritaire ne peuvent plus faire l'objet du recours prévu aux articles 558, 559 nouveau, 560, 561 et 562 du Code général des impôts ».**

❑ **L'article 574 est modifié ainsi qu'il suit :**

- **alinéa 1** – « Le pouvoir de statuer sur les demandes en remise ou modération d'impôts directs, sur les demandes d'atténuation par voie de remise, modération et transaction d'amendes fiscales ou de majorations d'impôts, et sur les demandes d'admission en non-valeur de cotes irrécouvrables, est dévolu au Directeur Général des Impôts **ou son délégué**, lorsque les sommes faisant l'objet de la demande n'excèdent pas **1 000 000 UM** par cotisation.

- **alinéa 2** - Le pouvoir de statuer sur les demandes en remise de la majoration de 10% prévue à l'article 492 ou des frais de poursuites est dévolu **à l'autorité compétente en matière de recouvrement** lorsque les sommes faisant l'objet de la demande n'excèdent pas **1 000 000 UM**.

Le reste sans changement ».

❑ **ART 3.2 : modifications du tarif douanier** - Par dérogation aux dispositions de la loi 66-145 du 26 juillet 1966 portant Code des Douanes, telles que modifiées à ce jour, la fiscalité inscrite au Tarif des Douanes au titre des droits et taxes est modifiée comme suit :

❑ **ART 3.2.1-** La fiscalité inscrite au tarif des douanes au titre du Droit Fiscal à l'Importation (D.F.I) est ramenée à 5% pour les positions tarifaires suivantes : 7213100000, 7213200000 et 7213910000.

❑ **ART 3.2.2** - La fiscalité inscrite au tarif des douanes au titre de la Redevance Statistique (RS) pour la position tarifaire **1103110000** : Gruaux et semoules de froment (blé) est portée à 1% de la valeur en douane à l'importation.

❑ **ART 3.2.3** - La fiscalité inscrite au tarif des douanes au titre des droits et taxes à l'importation est ramenée au taux global de 3,53% pour la position tarifaire – **4804190000** : Autres papiers et cartons pour couverture, dits '**KRAFTLINER**'

❑ **ART 3.2.4** – Il est créé une taxe de consommation de 10%, dénommée taxe de consommation sur les tabacs et cigarettes TCT, applicable sur la valeur en douane à l'importation pour les produits suivants :

<b>2401100000</b>	TABACS NON ECOTES
<b>2401200000</b>	TABAC PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT ECOTES
<b>2401300000</b>	DECHETS DE TABACS
<b>2402100000</b>	CIGARES (MEME A BOUTS COUPES) ET CIGARILLOS, CONTENANT DU TABAC
<b>2402200000</b>	CIGARETTES CONTENANT DU TABAC
<b>2402900000</b>	AUTRES CIGARES, CIGARILLOS, CIGARETTES, EN SUCCEDANES DU TABAC
<b>2403100000</b>	TABACS A FUMER, MEME CONTENANT DES SUCCEDANES DU TABAC, EN TOUTE PROPORTION
<b>2403910000</b>	TABACS HOMOGENEISES OU RECONSTITUES
<b>2403990000</b>	EXTRAITS ET SAUCES DE TABACS

❑ **ART 3.2.5** Les dispositions de l'article 177. Quinquies 15 de la loi n°2011-009 portant loi de finances initiale pour l'année 2011 relatives à l'exonération de la TVA, ne sont pas applicables aux importations de sociétés bénéficiant de convention spécifique. Pour ces sociétés, seuls les termes de la convention prévalent.

Le reste sans changement.

### 3. DISPOSITIONS DIVERSES

❑ **Article 4** : pour les besoins de financement du budget, il est autorisé un tirage de 15.282.771.460 Ouguiya sur le Fonds National de Revenu des Hydrocarbures (FNRH).

❑ **Article 5** : autorisation préalable stipulée à l'article 73 des statuts de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) est accordée pour le montant des avances consenties au Trésor Public.

❑ **Article 6** : autorisation est accordée à l'Etat, au titre de l'exercice 2012, pour consentir des garanties et avals, dans la limite de cinq milliards (5.000.000.000) d'Ouguiya.

### 4. DISPOSITION RELATIVE A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

❑ **Article 7** : pour l'année 2012, le montant des ressources affectées au budget de l'Etat s'élève à trois cent quarante six milliards deux cent quatre vingt et un millions huit cent quatorze mille vingt (346.281.814.020) Ouguiya, et se répartit comme suit :

RESSOURCES	LFR 2011 (UM)	LFI 2012 (UM)	Variation (UM)
--- Recettes fiscales	179 555 333 030	194 418 450 630	14 863 117 600
--- Recettes non fiscales	83 506 847 780	101 606 295 390	18 099 447 610
--- Recettes en capital	6 873 561 000	2 282 239 320	-4 591 321 680
---Recettes exceptionnelles	2 053 379 830	-----	-2 053 379 830
--- Remboursement des prêts et avances	500 000 000	300 000 000	-200 000 000
--- Comptes d'affectation spéciale	13 000 000 000	12 177 746 610	-822 253 390
--- Allègement de la dette	4 042 433 690	4 274 031 550	231 597 860
--- Déficit budgétaire	17 634 799 650	15 940 278 880	-1 694 520 770
--- Prélèvement du compte pétrolier	10 000 000 000	15 282 771 640	5 282 771 640
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>317 166 354 980</b>	<b>346 281 814 020</b>	<b>29 115 459 040</b>

▣ **Article 8** : pour l'année 2012, le montant des charges est fixé à la somme de trois cent quarante six milliards deux cent quatre vingt et un millions huit cent quatorze mille vingt (346.281.814.020) Ouguiya, et se répartit comme suit :

<b>CHARGES</b>	<b>LFR 2011 (UM)</b>	<b>LFI 2012 (UM)</b>	<b>Variation (UM)</b>
--- Pouvoirs publics et fonctionnement des administrations	212 722 198 990	226 635 779 760	13 913 580 770
--- Dette Publique	33 290 776 160	38 168 287 650	4 877 511 490
* <i>Intérêts</i>	19 753 621 500	20 644 871 100	891 249 600
* <i>Amortissement</i>	13 537 154 660	17 523 416 550	3 986 261 890
--- Dépenses d'Investissement	55 000 000 000	70 000 000 000	15 000 000 000
--- Plafond des prêts et avances pouvant être consentis	250 000 000	150 000 000	-100 000 000
--- Prises de participations	2 303 379 830	150 000 000	-2 153 379 830
--- Comptes d'affectation spéciale	13 600 000 000	11 177 746 610	-2 422 253 390
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>317 166 354 980</b>	<b>346 281 814 020</b>	<b>29 115 459 040</b>

□ **Article 9** : l'équilibre général des ressources et des charges pour 2012 s'établit ainsi :

I- BUDGET GENERAL	LFR 2011		LFI 2012	
	RESSOURCES	CHARGES	RESSOURCES	CHARGES
<b><u>A – OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF</u></b>				
<b>1.1. Dépenses de fonctionnement (y/c intérêts dette)</b>		<b>232 475 820 490</b>		<b>247 280 650 860</b>
<b>1.2. Dépenses en Capital</b>		<b>68 537 154 660</b>		<b>87 523 416 550</b>
* Investissement		55 000 000 000		70 000 000 000
* Amortissement du capital de la dette		13 537 154 660		17 523 416 550
1.3. Recettes courantes	265 115 560 640		296 024 746 020	
1.4. Recettes en Capital	6 873 561 000		2 282 239 320	
1.5. Aides, dons, subventions				
1.6. Prélèvement du compte pétrolier	10 000 000 000		15 282 771 640	
1.7. Déficit budgétaire	17 634 799 650		15 940 278 880	
1.8. Allègement de la dette	4 042 433 690		4 274 031 550	
1.9. Excédent				
<b>TOTAL DES OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF</b>	<b>303 666 354 980</b>	<b>301 012 975 150</b>	<b>333 804 067 410</b>	<b>334 804 067 410</b>
<b><u>B - OPERATIONS A CARACTERE PROVISOIRE</u></b>	-			
<b>2. Comptes de prêts</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>
2.1. Prêts consentis		250 000 000		150 000 000
2.2. Prêts remboursés	250 000 000		150 000 000	
<b>3. Comptes d'avances</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>
3.1. Avances consenties		250 000 000		150 000 000
3.2. Avances remboursées	250 000 000		150 000 000	
<b>4 Participation</b>		<b>2 053 379 830</b>		
4.1 Prise de participation		2 053 379 830		
<b>TOTAL DES OPERATIONS A CARACTERE PROVISOIRE</b>	<b>500 000 000</b>	<b>2 553 379 830</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>
<b><u>II-BUDGETS ANNEXES ET COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</u></b>	<b>13 000 000 000</b>	<b>13 600 000 000</b>	<b>12 177 746 610</b>	<b>11 177 746 610</b>
1. Recettes	13 000 000 000		12 177 746 610	
2. Dépenses		13 600 000 000		11 177 746 610
<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES ET DES CHARGES</b>	<b>317 166 354 980</b>	<b>317 166 354 980</b>	<b>346 281 814 020</b>	<b>346 281 814 020</b>

**Article 10** : la présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et au journal officiel de la République Islamique de Mauritanie, et exécutée comme Loi de l'Etat.

**MOHAMED OULD ABDEL AZIZ**

**Le Premier Ministre,**

**Moulaye OULD MOHAMED LAGHDAF**

**Le Ministre des Finances,**

**THIAM Diombar**

## **PARTIE II : TABLEAUX RECAPITULATIFS**

RESSOURCES BUDGETAIRES	LFR 2011	LFI 2012	VAR	
TITRE 1: RECETTES FISCALES			En UM	En %

### **CHAPITRE 1 : IMPOTS SUR LES BENEFICES ET REVENUS NETS**

<i><b>Article 1:</b></i> Impôts généraux sur les revenus	428 000 000	300 000 000	-128 000 000	-29,91
Paragraphe 1: Impôts généraux sur les revenus	428 000 000	300 000 000	-128 000 000	-29,91
<i><b>Article 2:</b></i> Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux et sur les bénéfices des exploitants agricoles	23 999 454 300	28 212 324 360	4 212 870 060	17,55
Paragraphe 1: Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux et sur les bénéfices des exploitants agricoles/IMF Douanes	23 999 454 300	28 212 324 360	4 212 870 060	17,55
<i><b>Article 3:</b></i> Impôts sur les bénéfices non commerciaux	10 545 700	12 799 740	2 254 040	21,37
Paragraphe 1: Impôts sur les bénéfices non commerciaux	10 545 700	12 799 740	2 254 040	21,37
<i><b>Article 4:</b></i> Impôts sur les revenus de capitaux mobiliers	7 498 666 700	8 168 456 540	669 789 840	8,93
Paragraphe 1: Impôts sur les revenus de capitaux mobiliers	7 498 666 700	8 168 456 540	669 789 840	8,93
<i><b>Article 5:</b></i> Impôts sur les traitements, salaires et pensions viagères	19 700 000 000	21 683 961 640	1 983 961 640	10,07
Paragraphe 1: Impôts sur les traitements, salaires et pensions viagères	19 700 000 000	21 683 961 640	1 983 961 640	10,07
<i><b>Article 6:</b></i> Impôts sur le revenu foncier	500 000 000	585 000 000	85 000 000	17,00
Paragraphe 1: Impôts sur le revenu foncier	500 000 000	585 000 000	85 000 000	17,00
<b>Sous total chapitre</b>	<b>51 636 666 700</b>	<b>58 377 542 280</b>	<b>6 740 875 580</b>	<b>13,05</b>

### **CHAPITRE 2 : TAXE SUR LA MAIN D'ŒUVRE A LA CHARGE DES EMPLOYEURS**

<i><b>Article 1:</b></i> Taxe d'apprentissage	202 659 280	223 068 840	20 409 560	10,07
Paragraphe 1: Taxe d'apprentissage	202 659 280	223 068 840	20 409 560	10,07
<b>Sous total chapitre</b>	<b>202 659 280</b>	<b>223 068 840</b>	<b>20 409 560</b>	<b>10,07</b>

### **CHAPITRE 3 : IMPOTS SUR LA PROPRIETE ET LES TRANSACTIONS SUR LA PROPRIETE**

<i><b>Article 3:</b></i> Droit d'enregistrement	1 272 086 000	1 488 340 600	216 254 600	17,00
Paragraphe 1: Droit d'enregistrement	1 272 086 000	1 488 340 600	216 254 600	17,00
<b>Sous total chapitre</b>	<b>1 272 086 000</b>	<b>1 488 340 600</b>	<b>216 254 600</b>	<b>17,00</b>

### **CHAPITRE 4 : TAXE SUR LES BIENS ET SERVICES**

<i><b>Article 1:</b></i> Taxe sur la valeur ajoutée	53 333 333 000	58 167 252 700	4 833 919 700	9,06
Paragraphe 1: Taxe sur la valeur ajoutée intérieure	15 333 333 000	17 044 941 370	1 711 608 370	11,16
Paragraphe 2: Taxe sur la valeur ajoutée des importations	38 000 000 000	41 122 311 330	3 122 311 330	8,22
<i><b>Article 2:</b></i> Taxe sur le chiffre d'affaires	27 500 000 000	28 344 580 000	844 580 000	3,07

Paragraphe 2: Taxe sur le chiffre d'affaires (SNIM)	27 500 000 000	28 344 580 000	844 580 000	3,07
<b>Article 3</b> : Taxe sur les opérations financières	<b>2 100 000 000</b>	<b>3 107 024 580</b>	<b>1 007 024 580</b>	47,95
Paragraphe 1: Taxe sur les opérations financières	2 100 000 000	3 107 024 580	1 007 024 580	47,95
<b>Article 4</b> : Accises	<b>8 000 000 000</b>	<b>9 200 000 000</b>	<b>1 200 000 000</b>	<b>15,00</b>
Paragraphe 1: Taxe sur les produits pétroliers	4 000 000 000	5 000 000 000	1 000 000 000	25,00
Paragraphe 4: Taxe de consommation sur le ciment	1 746 411 000	2 064 132 040	317 721 040	18,19
Paragraphe 5: Autres taxes (sucre, thé, tabac)	2 253 589 000	2 135 867 960	-117 721 040	-5,22
<b>Article 6</b> : Taxe sur les services déterminés	<b>800 000 000</b>	<b>852 818 390</b>	<b>52 818 390</b>	<b>6,60</b>
Paragraphe 1: Taxe sur les assurances	400 000 000	432 818 390	32 818 390	8,20
Paragraphe 3: Taxe d'aéroport	400 000 000	420 000 000	20 000 000	5,00
<b>Article 7</b> : Taxe sur les véhicules à moteur	<b>1 749 000 000</b>	<b>1 892 498 420</b>	<b>143 498 420</b>	<b>8,20</b>
Paragraphe 1: Taxe sur les véhicules	1 749 000 000	1 892 498 420	143 498 420	8,20
<b>Article 8</b> : Autres taxes sur les biens et services				
<b>Sous total chapitre</b>	<b>93 482 333 000</b>	<b>101 564 174 090</b>	<b>8 081 841 090</b>	<b>8,65</b>

<b>CHAPITRE 5 : IMPOTS SUR LE COMMERCE ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES</b>			
--	--	--	--

<b>Article 2</b> : Droits fiscaux à l'importation	<b>18 900 000 000</b>	<b>20 443 690 250</b>	<b>1 543 690 250</b>	<b>8,17</b>
Paragraphe 1: Droits fiscaux à l'importation	18 900 000 000	20 443 690 250	1 543 690 250	8,17
<b>Article 3</b> : Taxe statistique	<b>3 760 000 000</b>	<b>4 216 634 570</b>	<b>456 634 570</b>	<b>12,14</b>
Paragraphe 1: Taxe statistique	3 760 000 000	4 216 634 570	456 634 570	12,14
<b>Article 5</b> : Autres taxes à l'importation				
Paragraphe 1: Autres taxes à l'importation				
<b>Sous Total chapitre</b>	<b>22 660 000 000</b>	<b>24 660 324 820</b>	<b>2 000 324 820</b>	<b>8,83</b>

<b>CHAPITRE 6 : AUTRES RECETTES FISCALES</b>
--

<b>Article 1</b> : Droits de timbre	<b>6 120 000 000</b>	<b>6 620 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>8,17</b>
Paragraphe 1: Droits de timbre	6 120 000 000	6 620 000 000	500 000 000	8,17
<b>Article 3</b> : Divers	<b>3 681 588 050</b>	<b>900 000 000</b>	<b>-2 781 588 050</b>	<b>-75,55</b>
Paragraphe 1: Divers	3 681 588 050	900 000 000	-2 781 588 050	-75,55
<b>Sous Total chapitre</b>	<b>9 801 588 050</b>	<b>7 520 000 000</b>	<b>-2 281 588 050</b>	<b>-23,28</b>

<b>TOTAL TITRE I</b>	<b>179 555 333 030</b>	<b>194 418 450 630</b>	<b>14 863 117 600</b>	<b>8,28</b>
----------------------	------------------------	------------------------	-----------------------	-------------

**TITRE 2: RECETTES NON FISCALES****CHAPITRE 1 : REVENUS DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PROPRIETE**

<b>Article 1:</b> Revenu des entreprises publiques et institutions financières	<b>33 699 712 500</b>	<b>50 774 314 660</b>	<b>17 074 602 160</b>	<b>50,67</b>
Paragraphe 5: PANDB	200 000 000	200 000 000	---	---
Paragraphe 6: PANPA	800 000 000	800 000 000	---	---
Paragraphe 8: SNIM	28 769 712 500	45 412 687 970	16 642 975 470	57,85
Paragraphe 9: MAURITEL	3 930 000 000	4 361 626 690	431 626 690	10,98
Paragraphe 10 : Autres recettes				

<b>Article 2:</b> Redevances	<b>35 167 135 280</b>	<b>35 097 980 730</b>	<b>-69 154 550</b>	<b>-0,20</b>
Paragraphe 1: Redevances de pêche	34 067 135 280	33 942 980 730	-124 154 550	-0,36
Paragraphe 9: Amendes de pêche	1 100 000 000	1 155 000 000	55 000 000	5,00
<b>Article 9:</b> Divers revenus de biens, créances et domaine de l'Etat	<b>8 940 000 000</b>	<b>9 834 000 000</b>	<b>894 000 000</b>	<b>10,00</b>
Paragraphe 1: Recettes diverses du domaine	8 940 000 000	9 834 000 000	894 000 000	10,00
<b>Sous Total chapitre</b>	<b>77 806 847 780</b>	<b>95 706 295 390</b>	<b>17 899 447 610</b>	<b>23,00</b>

**CHAPITRE 9 : RECETTES DIVERSES**

<b>Article 3:</b> Dette retrocedée	<b>1 700 000 000</b>	<b>1 700 000 000</b>	<b>---</b>	<b>---</b>
Paragraphe 1: Dette retrocedée	1 700 000 000	1 700 000 000	---	---
<b>Article 4:</b> Recettes pétrolières	<b>10 000 000 000</b>	<b>15 282 771 640</b>	<b>5 282 771 640</b>	<b>52,83</b>
Paragraphe 1: Revenus tirés du compte pétrolier	10 000 000 000	15 282 771 640	5 282 771 640	52,83
<b>Article 9:</b> Autres recettes diverses	<b>4 000 000 000</b>	<b>4 200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>5,00</b>
Paragraphe 1: Autres recettes diverses	4 000 000 000	4 200 000 000	200 000 000	5,00
<b>Sous Total chapitre</b>	<b>15 700 000 000</b>	<b>21 182 771 640</b>	<b>5 482 771 640</b>	<b>34,92</b>

**TOTAL TITRE 2**

<b>93 506 847 780</b>	<b>116 889 067 030</b>	<b>23 382 219 250</b>	<b>25,01</b>
-----------------------	------------------------	-----------------------	--------------

**TITRE 3 : RECETTES EN CAPITAL****CHAPITRE 2 : VENTE DE CAPITAL FIXE, DE STOCKS, DE TERRAINS ET D'ACTIFS INCORPORELS**

<b>Article 1:</b> Vente de terrains et d'actifs incorporels	<b>6 873 561 000</b>	<b>2 282 239 320</b>	<b>-4 591 321 680</b>	<b>-66,80</b>
Paragraphe 2: Terrains	6 468 003 000	1 856 403 100	-4 611 599 900	-71,30
Paragraphe 4: Autres actifs	405 558 000	425 836 220	20 278 220	5,00
<b>Sous Total chapitre</b>	<b>6 873 561 000</b>	<b>2 282 239 320</b>	<b>-4 591 321 680</b>	<b>-66,80</b>

**TOTAL TITRE 3**

<b>6 873 561 000</b>	<b>2 282 239 320</b>	<b>-4 591 321 680</b>	<b>-66,80</b>
----------------------	----------------------	-----------------------	---------------

<b>TITRE 5 : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>
---

<b>CHAPITRE 1 : COMPTES DE PRETS</b>
--------------------------------------

<i>Article 2:</i> Prêts remboursés	250 000 000	150 000 000	-100 000 000	-40,00
<b>Sous Total chapitre</b>	<b>250 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>-100 000 000</b>	<b>-40,00</b>

<b>CHAPITRE 2 : COMPTES D'AVANCES</b>
---------------------------------------

<i>Article 2:</i> Avances remboursées	250 000 000	150 000 000	-100 000 000	-40,00
<b>Sous Total chapitre</b>	<b>250 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>-100 000 000</b>	<b>-40,00</b>

<b>CHAPITRE 3 : COMPTES D'AFFECTATIONS SPECIALES</b>
--

<i>Article 1:</i> Comptes d'affectation spéciales	13 000 000 000	12 177 746 610	-822 253 390	-6,33
<b>Sous Total chapitre</b>	<b>13 000 000 000</b>	<b>12 177 746 610</b>	<b>-822 253 390</b>	<b>-6,33</b>

<b>TOTAL TITRE 5</b>	<b>13 500 000 000</b>	<b>12 477 746 610</b>	<b>-1 022 253 390</b>	<b>-7,57</b>
----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	--------------

<b>TITRE 6 : RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>2 053 379 830</b>		<b>-2 053 379 830</b>	
---	----------------------	--	-----------------------	--

<i>Article 1:</i> Recettes exceptionnelles	2 053 379 830	----	-2 053 379 830	----
Paragraphe 1: Recettes exceptionnelles	2 053 379 830	----	-2 053 379 830	----

<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>295 489 121 640</b>	<b>326 067 503 590</b>	<b>30 578 381 950</b>	<b>10,35</b>
-----------------------------------	------------------------	------------------------	-----------------------	--------------

## DEPENSES BUDGETAIRES (EN UM)

NATURE DES DEPENSES	LFR 2011	LFI 2012	VARIATION	
			En UM	En %
<b><u>Dépenses de fonctionnement (hors intérêts de la dette)</u></b>	<b><u>212 722 198 990</u></b>	<b><u>226 635 779 760</u></b>	<b><u>13 913 580 770</u></b>	<b><u>6,54</u></b>
--- Traitements et salaires	89 318 661 650	95 047 671 310	5 729 009 660	6,41
--- Dépenses sur biens et services	51 800 000 000	55 396 500 000	3 596 500 000	6,94
--- Subventions et transferts	62 063 537 340	65 391 608 450	3 328 071 110	5,36
--- Charges non Ventilées	9 540 000 000	10 800 000 000	1 260 000 000	13,21
			-	-
<b><u>Intérêts de la dette</u></b>	<b><u>19 753 621 500</u></b>	<b><u>20 644 871 100</u></b>	<b><u>891 249 600</u></b>	<b><u>4,51</u></b>
--- Dette extérieure	8 207 130 700	9 293 816 100	1 086 685 400	13,24
--- Dette intérieure	11 546 490 800	11 351 055 000	-195 435 800	-1,69
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>232 475 820 490</b>	<b>247 280 650 860</b>	<b>14 804 830 370</b>	<b>6,37</b>
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>68 537 154 660</b>	<b>87 523 416 550</b>	<b>18 986 261 890</b>	<b>27,70</b>
				-
<b><u>Dépenses d'Investissement</u></b>	<b><u>55 000 000 000</u></b>	<b><u>70 000 000 000</u></b>	<b><u>15 000 000 000</u></b>	<b><u>27,27</u></b>
--- Autofinancement	55 000 000 000	70 000 000 000	15 000 000 000	27,27
<b><u>Amortissement de la dette</u></b>	<b><u>13 537 154 660</u></b>	<b><u>17 523 416 550</u></b>	<b><u>3 986 261 890</u></b>	<b><u>29,45</u></b>
--- Dette extérieure	13 537 154 660	17 523 416 550	3 986 261 890	29,45
--- Dette intérieure	-	-	-	-
<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PARTICIPAT°, AVANCES ET PRETS NETS</b>	<b>16 153 379 830</b>	<b>11 477 746 610</b>	<b>-4 675 633 220</b>	<b>-28,95</b>
--- Prises de participations	2 303 379 830	150 000 000	-2 153 379 830	-93,49
--- Avances et prêts nets	250 000 000	150 000 000	-100 000 000	-40,00
--- Comptes d'affectation spéciale	13 600 000 000	11 177 746 610	-2 422 253 390	-17,81
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	<b>317 166 354 980</b>	<b>346 281 814 020</b>	<b>29 115 459 040</b>	<b>9,18</b>

## Répartition du budget 2012 par partie et article

Budget	Libellé Budget	Code Partie	Libellé Partie	Code Article	Lib art	LFI 2012
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	1	Traitements et salaires	1	Charges du personnel	95 047 671 310
<b>Total partie 1</b>						<b>95 047 671 310</b>
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	2	Biens et Services	1	Achats des biens	30 183 046 306
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	2	Biens et Services	2	Charges externes	4 611 307 996
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	2	Biens et Services	3	Autres charges externes	17 246 269 156
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	2	Biens et Services	4	Dotations	3 355 876 542
<b>Total partie 2</b>						<b>55 396 500 000</b>
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	3	Charges de la dette	1	Intérêts de la dette	20 644 871 100
<b>Total partie 3</b>						<b>20 644 871 100</b>
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	4	Subventions et transferts	1	Dons, subvention et transferts	65 391 608 450
<b>Total partie 4</b>						<b>65 391 608 450</b>
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	5	Crédits non ventilés	1	Charges non ventilées	10 800 000 000
<b>Total partie 5</b>						<b>10 800 000 000</b>
<b>Total budget de fonctionnement</b>						<b>247 280 650 860</b>
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	1	Traitements et salaires	1	Charges du personnel	226 000 000
<b>226 000 000</b>						
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	2	Biens et Services	1	Achats des biens	2 150 000 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	2	Biens et Services	2	Charges externes	248 000 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	2	Biens et Services	3	Autres charges externes	870 410 000
<b>3 268 410 000</b>						
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	4	Subventions et transferts	1	Dons, subvention et transferts	2 510 000 000
<b>2 510 000 000</b>						
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	6	Acquisition d'avoires fixes	1	Immobilisation Incorporelles	3 021 970 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	6	Acquisition d'avoires fixes	2	Immobilisation corporelles	53 236 020 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	6	Acquisition d'avoires fixes	3	Immobilisations en cours	7 727 600 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	6	Acquisition d'avoires fixes	4	Dotations	10 000 000
<b>63 995 590 000</b>						
<b>Total dépensé d'investissement</b>						<b>70 000 000 000</b>
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	8	Amortissement de la dette	1	Emprunts et dettes assimilées	17 523 416 550
<b>17 523 416 550</b>						
6	Comptes spéciaux du Trésor (comptes de prêts, d'avances, de participations et comptes d'affectation spéciale)	9	Prêts, avances et participations	1	Prêts et avances	150 000 000
6	Comptes spéciaux du Trésor (comptes de prêts, d'avances, de participations et comptes d'affectation spéciale)	9	Prêts, avances et participations	3	Participations	150 000 000
6	Comptes spéciaux du Trésor (comptes de prêts, d'avances, de participations et comptes d'affectation spéciale)	Comptes d'affectation spéciale				11 177 746 610
<b>11 477 746 610</b>						
<b>Total général du budget</b>						<b>346 281 814 020</b>